



Nouveaux tarifs applicables aux droits de voirie pour l'année 2026

La Maire de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales en sa partie législative et notamment ses articles L. 2122-22, L. 2213-6 et L. 2331-4 ;

Vu la délibération 2020 DDCT 17 en date du 3 juillet 2020, par laquelle le Conseil de Paris a donné à la Maire de Paris délégation de pouvoir en ce qui concerne les actes énumérés à l'article L. 2122-22 du code général des collectivités et l'a autorisée à déléguer sa signature en ces matières aux responsables des services de la Ville de Paris ;

Vu l'arrêté municipal du 11 juin 2021 modifié, portant règlement des étalages et des terrasses installés sur la voie publique ;

Vu la délibération 2024 DU 171 des 17, 18, 19 et 20 décembre 2024 relative à la mise à jour de la nomenclature des tarifs des droits de voirie de la Ville de Paris ;

Vu la délibération 2025 DU 129 des 3, 4, 5 et 6 juin 2025 relative à la modification des tarifs applicables aux droits de voirie en fonction de la surface occupée ;

Vu l'arrêté municipal du 27 juin 2025 portant fixation des tarifs applicables aux droits de voirie à compter du 1^{er} juillet 2025 ;

Vu la délibération 2025 DFA 68 des 16, 17, 18 et 19 décembre 2025 relative aux évolutions de tarifs, autorisant la Maire de Paris à procéder au relèvement des tarifs pour l'année 2026 dans la limite maximum de 3 % ;

Considérant qu'il convient de prévoir, pour l'année 2026, une hausse de 3% ;

Sur la proposition de Madame la Directrice de l'Urbanisme ;

ARRÊTE :

Article 1 : Les tarifs des droits de voirie applicables pour l'année 2026 sont relevés de 3% par rapport à ceux fixés dans l'arrêté municipal du 27 juin 2025, publié sur le portail des publications administratives de la Ville de Paris le 1^{er} juillet 2025.

Article 2 : La hausse précitée s'applique, pour chaque catégorie d'objets ou d'installations, dans les voies publiques de la Ville de Paris à compter du 1^{er} janvier 2026.
La nomenclature des différents types de dispositifs ainsi assujettis aux droits annuels ou aux droits spécifiques, le mode de calcul ou de décompte applicable à chacun d'entre eux, ainsi que les tarifs qui y correspondent sont mentionnés dans le document joint au présent arrêté.

Article 3 : La recette globale à escompter sera constatée au budget de fonctionnement de la Ville de Paris.

Article 4 : La Secrétaire Générale de la Ville de Paris et la Directrice de l'Urbanisme sont chargées de l'application du présent arrêté qui sera publié sur le portail des publications administratives de la Ville de Paris.

Fait à Paris, le 23 décembre 2025.
Pour la Maire de Paris et par délégation,
La Directrice de l'Urbanisme

Ariane BOULEAU



ANNEXE

TARIFS DE PERCEPTION DES DROITS DE VOIRIE

NOTE COMMUNE

Les taux unitaires de base des ouvrages ou objets répertoriés ci-après sont arrondis, pour le recouvrement, au centime d'euro (€). Il convient de se reporter au troisième chiffre après la virgule. Si le troisième chiffre après la virgule est égal ou supérieur à 5, l'arrondi est effectué au centime d'euro (€) supérieur. Si le troisième chiffre après la virgule va de 0 à 4, le centime d'euro (€) initialement constaté reste inchangé.

Indépendamment des minima de perception fixés par ouvrage ou objet, chaque recouvrement est soumis à un minimum de perception global de 22 € auquel s'ajoutent les frais de dossiers d'un montant de 3,81 €.

Pour les objets dont les droits sont calculés au « prorata temporis » mensuel, tout mois commencé est dû en entier.

Les droits sont recouvrables auprès des propriétaires des établissements commerciaux ou fonds de commerce dont dépendent les objets taxés.

Ils sont imputés directement aux bénéficiaires des travaux en cas de permis de construire ou de déclaration de travaux.

Les voies de Paris sont classées, depuis le 1^{er} janvier 2006, en cinq catégories. A compter du 1^{er} janvier 2006, la valeur commerciale des voies est la suivante : la quatrième catégorie (la moins élevée), la troisième catégorie, la deuxième catégorie, la première catégorie, la « hors catégorie » (la plus élevée).

Toute surface ou longueur, pour les ouvrages et objets dont les droits sont calculés au mètre linéaire, est arrondie à l'unité supérieure.

Établissements et boutiques d'angle : à l'angle de deux voies de catégories différentes, le tarif de la catégorie supérieure est applicable aux ouvrages et objets situés au droit du pan coupé, s'il en existe.

Sont exonérés des droits de voirie :

- les associations et particuliers apposant des jardinières et des bacs contribuant à la végétalisation de l'espace public ;
- les cendriers mobiles implantés sur le domaine public de voirie devant les commerces¹.

Toute suppression d'ouvrages ou d'objets doit être déclarée à l'administration, faute de quoi les droits sont reconduits. Toutefois, les objets dont l'enlèvement aura été effectué à la demande de l'administration, en application de la réglementation, ne seront passibles, pour l'année de leur suppression, que de droits proportionnels au nombre de mois pendant lesquels ils seront restés en place.

Les droits de voirie sont dus dès la délivrance de l'autorisation. Ils sont également perçus pour tous objets ou ouvrages non autorisés, dès leur présence constatée.

DROITS RELATIFS AUX BANNES FIXES, MOBILES ET MARQUISES :

La première année de l'installation de l'objet, un droit, calculé au « prorata temporis mensuel », est dû dès la délivrance de l'autorisation, quelle que soit la durée de l'installation. Ce droit est également exigible pour chaque remplacement ou modification d'un objet autorisé.

Le mois est indivisible quelle que soit la date de découverte ou de l'autorisation des objets, installations ou dispositifs précités. Tout mois commencé est dû.

¹ Délibération 2008 DU-23, DVD-92, DPE-28 relative à l'exonération des droits de voirie pour les cendriers mobiles

Les années suivant celle de l'autorisation, de la découverte ou de l'installation, les droits annuels sont dus intégralement et à titre forfaitaire pour la présence des ouvrages et objets pendant l'année considérée.

La surface taxable (exprimée en m²) est le produit de la plus grande longueur par la plus grande largeur en projection horizontale, lorsque le dispositif est pleinement déployé.

DROITS RELATIFS AUX ÉCHAFAUDAGES, PALISSADES ET LEUR OCCUPATION AU SOL :

Ces droits s'appliquent à tous les objets ou ouvrages installés sur ou en surplomb du domaine public.

Les dispositifs concernés par l'émission de droits de voirie spécifiques sont les suivants :

- les différents types d'échafaudage ;
- les palissades ;
- l'occupation du sol clos ou non clos de la voie publique par des échafaudages ou des palissades.

En cas de ravalement simple (à l'exclusion de toutes opérations plus lourdes de type réhabilitation, restauration), les échafaudages sont exonérés pendant les trois premiers mois d'installation ainsi que les droits d'occupation du sol associés.

Les échafaudages de pied ou sur tréteaux sont comptés en projection horizontale. La surface est exprimée en m².

Les échafaudages placés à l'intérieur d'une palissade ne sont pas taxés.

Les échafaudages suspendus et en bascule, les éventails de protection, ainsi que les parapluies en saillie sont taxés au mètre linéaire de façade.

Selon la date de délivrance de l'autorisation, les progressivités tarifaires suivantes s'appliquent :

- Pour les dispositifs autorisés à partir du 1^{er} janvier 2025, les tarifs d'occupation au sol par des échafaudages ou des palissades sont progressifs trimestriellement. Les droits mensuels sont majorés trimestriellement en appliquant aux tarifs mensuels de l'année en cours un coefficient multiplicateur résultant d'une progression arithmétique égale à 0,1 (soit 1,1 le deuxième trimestre, 1,2 le troisième trimestre, ...).
- Pour les dispositifs autorisés à compter du 1^{er} juillet 2025, en complément de la majoration mentionnée au paragraphe précédent, une progressivité des tarifs des droits de voirie relative à l'occupation du sol clos ou non clos de la voie publique par des échafaudages ou des palissades s'applique en fonction de la surface.

Les droits mensuels sont ainsi majorés dès lors que la surface cumulée des emprises au sol excède 20 m² en appliquant aux tarifs mensuels de l'année en cours une augmentation de 5% par tranche de 10 m², applicable à la totalité de la surface. Cette majoration est de 10% pour toute surface totale excédant 30 m², 15% pour toute surface totale excédant 40 m² et ainsi de suite à raison de 5% par 10 m² supplémentaires sans que la majoration puisse excéder 40%.

Pour les palissades en saillie, la superficie taxable est obtenue en multipliant le périmètre de la projection horizontale de l'ouvrage, retours inclus, par la hauteur.

Sous la désignation de palissades en saillie, sont également compris les palissades ou panneaux apposés sur les devantures de boutique. Exceptionnellement pour ces dispositifs, il n'est pas tenu compte de l'occupation du sol.

Le tarif des palissades est progressif trimestriellement : les droits mensuels sont majorés trimestriellement en appliquant aux tarifs mensuels de l'année en cours un coefficient multiplicateur résultant d'une progression arithmétique égale à 0,1 (soit 1,1 le deuxième trimestre, 1,2 le troisième trimestre, ...).

Exceptionnellement et uniquement pour les palissades servant à la construction d'un immeuble neuf donnant sur la voie publique, la progression ne joue pas pour les six premiers trimestres. Elle n'est appliquée qu'à partir du septième trimestre suivant la progression définie ci-dessus (coefficient de 1,1 le septième trimestre, 1,2 le huitième trimestre, ...).

TARIFS DE PERCEPTION DES DROITS DE VOIRIE DANS LA VILLE DE PARIS POUR L'ANNÉE 2026

A - OUVRAGES ET OBJETS EN SAILLIE - BANNES FIXES, MOBILES ET MARQUISES

Codes	Désignation des ouvrages et objets	Mode de taxation	CATÉGORIES					MP**
			HC*	1	2	3	4	
060	Bannes fixes	Au m ² pour l'exercice en cours	54,54 €	40,82 €	32,99 €	24,60 €	15,70 €	-
A60	Marquises	idem	54,54 €	40,82 €	32,99 €	24,60 €	15,70 €	-
070	Bannes mobiles	idem	10,89 €	8,09 €	5,40 €	4,06 €	3,28 €	11,89 €

*HC : Hors catégorie

**MP : Minimum de perception

B- OUVRAGES ET OBJETS EN SAILLIE - ÉCHAFAUDAGES, PALISSADES ET LEUR OCCUPATION AU SOL

POUR LES DISPOSITIFS AUTORISÉS JUSQU'AU 31/12/2024

Codes	Désignation des ouvrages et objets	Mode de taxation	CATÉGORIES					MP**
			HC*	1	2	3	4	
161	Échafaudages de pieds ou sur tréteaux	Au m ² et par an	15,29 €	11,58 €	8,35 €	5,03 €	4,54 €	11,07 €
162	Échafaudages suspendus et en bascule, éventails de protection, parapluies en saillie	Au mètre linéaire et par an	6,21 €	4,54 €	3,01 €	3,01 €	2,77 €	11,07 €
	Occupation du sol clos ou non clos de la voie publique :	Au m ² et par mois						
171	Par des échafaudages	idem	37,86 €	28,48 €	17,12 €	12,36 €	8,35 €	11,07 €
172	Par des palissades	idem	37,86 €	28,48 €	17,12 €	12,36 €	8,35 €	11,07 €
	Palissades en saillie non susceptibles de recevoir des affiches :							
180	Tarif de la première tranche de taxation avant progression au quatrième mois	idem	2,09 €	1,48 €	1,48 €	1,48 €	1,29 €	11,07 €
181	Palissades (suite). Tarif de la première tranche de taxation avant progression au dix-neuvième mois	idem	2,09 €	1,48 €	1,48 €	1,48 €	1,29 €	11,07 €

*HC : Hors catégorie

**MP : Minimum de perception

POUR LES DISPOSITIFS AUTORISÉS DU 01/01/2025 AU 30/06/2025

Codes	Désignation des ouvrages et objets	Mode de taxation	CATÉGORIES					MP**
			HC*	1	2	3	4	
ECH	Échafaudages de pieds ou sur tréteaux	Au m ² et par an	15,29 €	11,58 €	8,35 €	5,03 €	4,54 €	11,07 €
	Occupation du sol clos ou non clos de la voie publique :	Au m ² et par mois						
OSE	Occupation du Sol clos ou non clos de la voie publique par des Echafaudages – tarif première tranche de taxation avant progression au quatrième mois	idem	37,86 €	28,48 €	17,12 €	12,36 €	8,35 €	11,07 €
OSP	Occupation du Sol clos ou non clos de la voie publique par des Palissades – tarif première tranche de taxation avant progression au quatrième mois	idem	37,86 €	28,48 €	17,12 €	12,36 €	8,35 €	11,07 €
	Palissades en saillie non susceptibles de recevoir des affiches :							
PAL	Palissades en saillie adossées à un immeuble existant – tarif première tranche de taxation avant progression au quatrième mois	idem	2,09 €	1,48 €	1,48 €	1,48 €	1,29 €	11,07 €
P19	Palissades en saillie servant à la construction d'un immeuble neuf – tarif première tranche de taxation avant progression au dix-neuvième mois	idem	2,09 €	1,48 €	1,48 €	1,48 €	1,29 €	11,07 €

*HC : Hors catégorie

**MP : Minimum de perception

POUR LES DISPOSITIFS AUTORISÉS À COMPTER DU 01/07/2025

Codes	Désignation des ouvrages et objets	Mode de taxation	CATÉGORIES					MP**
			HC*	1	2	3	4	
ECF	Échafaudages de pieds ou sur tréteaux	Au m ² et par an	15,29 €	11,58 €	8,35 €	5,03 €	4,54 €	11,07 €
	Occupation du sol clos ou non clos de la voie publique :	Au m ² et par mois						
EOS	Occupation du sol clos ou non clos de la voie publique par des Échafaudages – tarif première tranche de taxation avant progression au quatrième mois	idem	37,86 €	28,48 €	17,12 €	12,36 €	8,35 €	11,07 €
POS	Occupation du sol clos ou non clos de la voie publique par des Palissades – tarif première tranche de taxation avant progression au quatrième mois	idem	37,86 €	28,48 €	17,12 €	12,36 €	8,35 €	11,07 €
	Palissades en saillie non susceptibles de recevoir des affiches :							
PAA	Palissades en saillie adossées à un immeuble existant – tarif première tranche de taxation avant progression au quatrième mois	idem	2,09 €	1,48 €	1,48 €	1,48 €	1,29 €	11,07 €
PAN	Palissades en saillie servant à la construction d'un immeuble neuf – tarif première tranche de taxation avant progression au dix-neuvième mois	idem	2,09 €	1,48 €	1,48 €	1,48 €	1,29 €	11,07 €

*HC : Hors catégorie

**MP : Minimum de perception

PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX ÉTALAGES ET TERRASSES

Majorations : L'ensemble des étalages, terrasses ouvertes dans le tiers du trottoir, contre-étalages de toute nature, contre-terrasses de toute nature et à l'exception des terrasses estivales, excédant 20 m², subit une majoration de tarif de 5 % (majoration s'appliquant sur la totalité de la surface taxée). Cette majoration est de 10 % pour toute surface totale excédant 30 m², 15 % pour toute surface totale excédant 40 m² et ainsi de suite à raison de 5 % par 10 m² supplémentaires sans que la majoration totale puisse excéder 40 %.

Les suppléments pour l'installation de tout mode de chauffage ou de climatisation dans tout type de terrasse ouverte (pourvue ou non de bâches ou protections), de contre-terrasse et de terrasse estivale, excédant 20m², subissent une majoration de tarif de 5 % (majoration s'appliquant sur la totalité de la surface taxée). Cette majoration est de 10 % pour toute surface totale excédant 30 m², 15 % pour toute surface totale excédant 40 m² et ainsi de suite à raison de 5 % par 10 m² supplémentaires sans que la majoration totale puisse excéder 40 %.

De même, dans le tiers du trottoir, les terrasses fermées (y compris les terrasses fermées implantées dans les voies piétonnes) dont la surface totale excède 20 m², subissent une majoration de tarif de 1 % (majoration s'appliquant sur la totalité de la surface taxée). Cette majoration croît à raison de 1 % par 10 m² supplémentaires sans que la majoration totale puisse excéder 8 %.

Ces majorations ne s'appliquent pas :

- aux suppléments pour l'installation de tout type de protection, notamment sous forme d'écrans parallèles ;
- aux suppléments pour tous commerces accessoires ;
- aux suppléments pour l'installation de parasols ou couvertures en toile sur pied dont les surfaces unitaires sont supérieures ou égales à 3 m².

Déduction d'un mètre pour le passage d'accès : quand un étalage, une terrasse ouverte ou une terrasse munie de tout type de protection, notamment sous forme d'écrans parallèles, est autorisé sur la longueur totale de la façade de l'établissement, une déduction d'un mètre est effectuée pour le passage d'accès. Cette déduction est opérée autant de fois que la longueur de la façade comporte de fois 30 mètres ou fraction de 30 mètres supplémentaires, si l'établissement comporte plusieurs portes. Cette déduction ne s'applique pas pour le calcul des droits de voirie additionnels pouvant être perçus quel que soit le dispositif (écrans, parasols, chauffage, climatisation...).

Le minimum de largeur d'autorisation taxable est de 0,30 m.

Première année d'installation :

La première année, les droits sont dus à partir du premier jour du trimestre en cours au moment de l'entrée en jouissance de l'autorisation. Cela ne s'applique pas aux terrasses fermées, aux terrasses estivales et aux terrasses ouvertes munies d'écrans parallèles

Pour les terrasses fermées et les terrasses ouvertes munies d'écrans parallèles, les droits correspondant à la première année sont calculés au « prorata temporis » mensuel de la durée de l'occupation sans que leur montant puisse être inférieur à la valeur d'un trimestre. En outre, tout mois commencé est dû en entier.

Les droits de voirie des terrasses estivales de toute nature sont appréciés annuellement, de façon forfaitaire et indivisible. Ils s'appliquent quelles que soient les dates de pose ou de dépose des dispositifs et leur temps de présence effectif au cours de l'exercice considéré. Il n'est procédé à aucun abattement mensuel ou calcul au « prorata temporis » lors de la première année d'installation ou dans les cas de cessation d'activité ou de démontage.

Droit de voirie additionnel : un droit de voirie additionnel est perçu pour :

- l'installation de tout type de commerce accessoire ;
- l'installation de parasols ou de couvertures en toiles sur pied de plus de 3 m² ;
- l'installation de tout type de protection (bâches, écrans parallèles...) sur tout type de terrasse ouverte et de contre-terrasse
- l'installation de tout mode de chauffage ou de climatisation, installé ou maintenu de façon irrégulière sur tout type de terrasse ouverte (bâchée ou non, dotée ou non de tout type de protection, notamment sous forme d'écrans parallèles), de contre-terrasse et de terrasse estivale.

Ces droits de voirie additionnels sont appréciés annuellement, de façon forfaitaire et indivisible. Ils s'appliquent quelles que soient les dates de pose ou de dépose des dispositifs et leur temps de présence effectif au cours de l'exercice considéré. Il n'est procédé à aucun abattement mensuel ou calcul au « prorata temporis » lors de la première année d'installation ou dans les cas de cessation d'activité ou de démontage.

Une exception est faite pour les écrans protégeant les contre-terrasses installées sur les Champs-Élysées lorsque l'autorisation d'occupation du domaine public délivrée par l'administration prévoit une installation de la contre-terrasse limitée exclusivement à la période du 1^{er} avril au 31 octobre. Dans ce cas, les droits de voirie additionnels perçus pour l'installation des écrans sont appréciés au prorata temporis mensuel, correspondant à la période d'installation autorisée de la contre-terrasse protégée.

Le cas échéant, les droits de voirie additionnels précités se cumulent en fonction de la présence de différentes installations sur un même emplacement.

Les étalages et terrasses sont taxés au mètre carré et pour l'exercice en cours. Toutefois, les installations situées hors du tiers du trottoir ou dans les voies piétonnes, ainsi que les installations telles que les terrasses fermées, peuvent être taxées au « prorata temporis » mensuel en cas de démontage régulier, à l'exclusion des installations donnant lieu à droits additionnels :

En cas de reconduction d'étalage ou de terrasse (y compris les terrasses estivales) en cours d'année, le nouveau propriétaire de l'établissement est redevable des droits de voirie à compter de l'exercice suivant. Les droits de voirie annuels afférents à l'année de cession restent en totalité à la charge de l'ancien propriétaire.

Commerces accessoires : le supplément s'applique autant de fois qu'un commerce accessoire est autorisé ou constaté.

Démonstration aux étalages sur trottoir : il est perçu par journée de vente-réclame ou démonstration un droit supplémentaire tel que défini selon les tarifs en vigueur, mis à la charge de chaque démonstrateur, ou à défaut, à la charge du titulaire de l'autorisation d'étalage sur trottoir.

Installation de parasols ou couvertures en toile sur pied dont les surfaces unitaires sont supérieures ou égales à 3 m² : le supplément pour installation de parasols ou couvertures en toile sur pied, dans l'emprise de toutes formes de terrasses ouvertes, des prolongements intermittents de terrasses, des contre-terrasses permanentes ou temporaires s'applique à l'ensemble des installations de toile couverte sur pied (autres que les bannes fixes et mobiles ainsi que les marquises) dont les surfaces unitaires sont supérieures ou égales à 3 m².

Le calcul de ce droit de voirie additionnel correspond à la surface totale déployée par dispositif à usage de parasol ou couvertures en toile sur pied (projection dans la plus grande dimension de chaque dispositif). Les surfaces par dispositif à usage de parasol ou couvertures en toile sur pied sont arrondies au m² supérieur.

Installation de tout mode de chauffage ou de climatisation dans tout type de terrasse ouverte (bâchée ou non, dotée ou non de tout type de protection, notamment sous forme d'écrans parallèles), de contre-terrasse et de terrasse estivale : le droit de voirie additionnel s'apprécie exclusivement sur la totalité de la surface occupée par la terrasse de tout type et non en fonction des surfaces des dispositifs à usage de chauffage ou de climatisation.

Ce supplément s'applique à l'ensemble des terrasses ouvertes, des prolongements intermittents de terrasse, des contre-terrasses et des terrasses estivales, que ces emprises soient pérennes ou temporaires, pourvues ou non de protections.

Ce supplément ne s'applique pas aux terrasses fermées.

Perte de jouissance pour travaux d'intérêt public (article 4 de la délibération 2011 DU-54 des 28, 29 et 30 mars 2011) : Si des travaux d'intérêt général, sur la voie publique, occasionnent la suspension de l'exploitation de tous types d'étalages, contre-étalages, terrasses, contre-terrasses, commerces accessoires, pendant au moins quinze jours consécutifs, un abattement des droits de voirie correspondant au temps effectif de privation de jouissance est

accordé. Cet abattement s'apprécie au « prorata temporis » mensuel dès l'interruption d'exploitation. Il correspond à un mois minimum de droits de voirie, reconductible en fonction de la durée effective de l'interruption d'exploitation dûment constatée.

En outre, la délibération DU 2006-45 en date des 15 et 16 mai 2006 a prévu, dans son article 2, le dispositif suivant :

« Les propriétaires des fonds de commerce peuvent bénéficier d'un abattement des droits de voirie pour les autorisations visées ci-dessous affectées par les travaux de voirie très importants définis ci-après, décidés par le (la) Maire de Paris et contigus ou situés à proximité immédiate de leurs fonds.

Trois critères cumulatifs doivent être réunis pour permettre l'abattement des droits de voirie :

1°/ L'ampleur des travaux implique une modification structurelle des espaces de voirie : changement dans la répartition entre chaussées et trottoirs, création de voies réservées (bus, vélo, taxi, véhicules de secours) ; il s'agit des opérations menées pour le tramway des Maréchaux, pour les espaces civilisés et pour les créations de couloirs de bus élargis ou couloirs bidirectionnels latéraux ou axiaux.

2°/ La durée des travaux visés ci-dessus est égale ou supérieure à 6 mois entiers et continus (26 semaines de travaux) ; cette période est calculée à partir de la date de l'ordre de service à l'entreprise titulaire du marché et jusqu'à la date de réception provisoire de l'aménagement.

3°/ Le fonds de commerce bénéficiaire de l'autorisation précisée ci-dessous est implanté dans l'ensemble de la voie, ou la portion de voie, concernée par les importants travaux de voirie décrits au point 1 précité.

L'abattement des droits de voirie concerne exclusivement les installations suivantes :

- les étalages et les terrasses ouvertes ;
- les terrasses ouvertes délimitées par des écrans parallèles ;
- les terrasses ouvertes délimitées par des bâches* ;
- les terrasses estivales ;
- les contre - étalages ou les contre - terrasses ;
- les prolongements intermittents d'étalages ou de terrasses*.

L'abattement des droits de voirie précités correspond au montant annuel de la redevance due pour les occupations énumérées ci-dessus. Cette mesure, non reconductible, ne peut dépasser ce montant même si les travaux sont d'une durée supérieure à 1 an.

(* types d'installation en voie d'extinction)

TARIFS DE PERCEPTION DES DROITS DE VOIRIE DANS LA VILLE DE PARIS POUR L'ANNÉE 2026

C - ÉTALAGES ET TERRASSES - DROITS ANNUELS

Codes	Désignation des ouvrages et objets	Mode de taxation	CATEGORIES					Minimum perception
			HC	1	2	3	4	
400	Marquage au sol	Au mètre linéaire	3,89 €	3,80 €	3,80 €	3,80 €	3,80 €	29,72 €
410	Étalages : - dans le tiers du trottoir	Au m ² pour l'exercice en cours idem	87,18 €	65,08 €	41,70 €	23,36 €	16,45 €	75,14 €
411	- au-delà du tiers du trottoir	idem	261,34 €	195,46 €	125,36 €	70,38 €	49,67 €	75,14 €
413	- dans les voies piétonnes	idem	261,34 €	195,46 €	125,36 €	70,38 €	49,67 €	75,14 €
412	Contre-étalages - sur trottoir	idem	348,54 €	260,51 €	167,06 €	93,75 €	66,37 €	1 060,09 €
415	- sur stationnement	idem	348,54 €	260,51 €	167,06 €	93,75 €	66,37 €	1 060,09 €
430	Terrasses ouvertes : - dans le tiers du trottoir	idem	127,08 €	95,09 €	58,14 €	33,97 €	22,32 €	113,11 €
431	- au-delà du tiers du trottoir	idem	381,65 €	285,18 €	174,20 €	101,97 €	66,63 €	150,04 €
433	- dans les voies piétonnes	idem	381,65 €	285,18 €	174,20 €	101,97 €	66,63 €	150,04 €
TET	Terrasses estivales : - sur trottoir	idem	445,14 €	332,75 €	203,31 €	118,98 €	77,84 €	233,50 €
TEP	- dans les voies piétonnes	idem	445,14 €	332,75 €	203,31 €	118,98 €	77,84 €	233,50 €
TES	- sur stationnement	idem	445,14 €	332,75 €	203,31 €	118,98 €	77,84 €	233,50 €
TEL	- latérales sur trottoir	idem	445,14 €	332,75 €	203,31 €	118,98 €	77,84 €	233,50 €
TEA	- sur aire piétonne temporaire	idem	445,14 €	332,75 €	203,31 €	118,98 €	77,84 €	233,50 €
432	Contre-terrasse : - sur trottoir	idem	508,73 €	380,29 €	232,35 €	135,98 €	88,95 €	1 906,66 €
439	- sur stationnement	idem	508,73 €	380,29 €	232,35 €	135,98 €	88,95 €	1 906,66 €
434	Suppléments pour installation de bâches protectrices autour d'une terrasse ouverte ⁽¹⁾ : - dans le tiers du trottoir	idem	553,39 €	414,26 €	252,94 €	147,36 €	96,12 €	-
435	- au-delà du tiers du trottoir	idem	1 660,26 €	1 239,86 €	760,71 €	442,20 €	294,09 €	-
436	- dans les voies piétonnes	idem	553,39 €	414,26 €	252,94 €	147,36 €	96,12 €	-
437	Supplément pour l'installation de parasols ou couvertures en toile sur pied de plus de 3m ² , quel que soit le type d'emprise considéré	Au m ² pour l'exercice en cours	108,70 €	80,93 €	54,10 €	40,82 €	32,50 €	-

438	Contre-terrasse temporaire sur chaussée	Au m ² et par mois	635,51 €	475,47 €	290,75 €	169,84 €	111,59 €	-
	Terrasses délimitées par des écrans parallèles de hauteur inférieure à 1,30 m :	Au m ² pour l'exercice en cours						
440	- dans le tiers du trottoir	idem	190,83 €	142,61 €	87,09 €	51,01 €	33,44 €	169,98 €
441	- au-delà du tiers du trottoir	idem	572,41 €	427,53 €	261,58 €	153,00 €	100,14 €	224,89 €
443	- dans les voies piétonnes	idem	572,41 €	427,53 €	261,58 €	153,00 €	100,14 €	224,89 €
	Prolongements intermittents d'étalages ⁽¹⁾ :	Au m ² pour l'exercice en cours						
450	- dans le tiers du trottoir	idem	43,76 €	32,67 €	20,98 €	11,96 €	8,25 €	75,14 €
451	- au-delà du tiers du trottoir	idem	131,50 €	98,27 €	63,19 €	35,84 €	24,99 €	75,14 €
453	- dans les voies piétonnes	idem	131,50 €	98,27 €	63,19 €	35,84 €	24,99 €	75,14 €
	Prolongements intermittents de terrasses ⁽¹⁾ :	Au m ² pour l'exercice en cours						
455	- dans le tiers du trottoir	idem	63,97 €	47,79 €	29,23 €	17,26 €	11,14 €	113,11 €
456	- au-delà du tiers du trottoir	idem	191,65 €	143,14 €	87,36 €	51,52 €	33,44 €	150,04 €
457	- dans les voies piétonnes	idem	191,65 €	143,14 €	87,36 €	51,52 €	33,44 €	150,04 €
	Terrasses fermées :	Au m ² pour l'exercice en cours						
460	- dans le tiers du trottoir	idem	912,30 €	681,75 €	417,04 €	243,19 €	161,18 €	-
461	- au-delà du tiers du trottoir	idem	2 737,13 €	2 045,52 €	1 251,14 €	729,62 €	483,84 €	-
462	- dans les voies piétonnes	idem	2 737,13 €	2 045,52 €	1 251,14 €	729,62 €	483,84 €	-
512	Contre-étalages temporaires	Au m ² et par mois	87,18 €	65,08 €	41,70 €	23,36 €	16,45 €	75,14 €
532	Contre- terrasses temporaires	idem	127,08 €	95,09 €	58,14 €	33,97 €	22,32 €	75,14 €
543	Supplément pour l'installation de tout mode de chauffage ou de climatisation sur les contre-terrasse de toute nature ⁽¹⁾	Au m ² et par an	1 660,26 €	1 239,86 €	760,71 €	442,20 €	294,09 €	
544	Supplément pour l'installation de tout mode de chauffage ou de climatisation dans les terrasses ouvertes protégées, dans le tiers du trottoir ⁽¹⁾	Au m ² et par an	184,44 €	138,08 €	84,33 €	49,11 €	32,03 €	
545	Supplément pour l'installation de tout mode de chauffage ou de climatisation dans les terrasses ouvertes protégées, au-delà du tiers du trottoir ⁽¹⁾	Au m ² et par an	553,43 €	413,29 €	253,53 €	147,39 €	98,03 €	
546	Supplément pour l'installation de tout mode de chauffage ou de climatisation dans les terrasses ouvertes protégées, dans les voies piétonnes ⁽¹⁾	Au m ² et par an	553,43 €	413,29 €	253,53 €	147,39 €	98,03 €	

547	Supplément pour l'installation de tout mode de chauffage ou de climatisation dans les terrasses ouvertes de toute nature, non pourvues de protections, dans le tiers du trottoir ⁽¹⁾	Au m ² et par an	553,39 €	414,26 €	252,94 €	147,36 €	96,12 €	
548	Supplément pour l'installation de tout mode de chauffage ou de climatisation dans les terrasses ouvertes de toute nature, non pourvues de protections, au-delà du tiers du trottoir ⁽¹⁾	Au m ² et par an	1 660,26 €	1 239,86 €	760,71 €	442,20 €	294,09 €	
549	Supplément pour l'installation de tout mode de chauffage ou de climatisation dans les terrasses ouvertes de toute nature, non pourvues de protections, dans les voies piétonnes ⁽¹⁾	Au m ² et par an	1 660,26 €	1 239,86 €	760,71 €	442,20 €	294,09 €	
550	Supplément pour l'installation de commerce accessoire dans le tiers du trottoir : de boissons non alcoolisées, de crêpes, de fruits de mer (coquillages et crustacés), de gaufres, de glaces, de marrons grillés, de toutes préparations assimilables à des sandwiches	Au m ² et par an	494,20 €	369,45 €	225,72 €	132,10 €	86,43 €	291,49 €
560	Supplément pour l'installation de commerce accessoire, au-delà du tiers du trottoir : de boissons non alcoolisées, de crêpes, de fruits de mer (coquillages et crustacés), de gaufres, de glaces, de marrons grillés, de toutes préparations assimilables à des sandwiches	Au m ² et par an	1 409,01 €	1 053,04 €	677,45 €	395,96 €	259,26 €	291,49 €
570	Supplément pour l'installation de commerce accessoire, dans les voies piétonnes : de boissons non alcoolisées, de crêpes, de fruits de mer (coquillages et crustacés), de gaufres, de glaces, de marrons grillés, de toutes préparations assimilables à des sandwiches	Au m ² et par an	1 409,01 €	1 053,04 €	677,45 €	395,96 €	259,26 €	291,49 €
580	Supplément pour l'installation d'écrans parallèles rigides protégeant une terrasse ouverte, dans le tiers du trottoir	Au m ² et par an	553,39 €	414,26 €	252,94 €	147,36 €	96,12 €	-
581	Supplément pour l'installation d'écrans parallèles rigides protégeant une terrasse ouverte, au-delà du tiers du trottoir	Au m ² et par an	1 660,26 €	1 239,86 €	760,71 €	442,20 €	294,09 €	-
582	Supplément pour l'installation d'écrans parallèles rigides protégeant une terrasse ouverte, dans les voies piétonnes	Au m ² et par an	553,39 €	414,26 €	252,94 €	147,36 €	96,12 €	-
583	Supplément pour l'installation d'écrans rigides protégeant la totalité d'une contre-terrasse	Au m ² et par mois	138,36 €	103,33 €	63,40 €	36,84 €	24,50 €	-
584	Supplément pour l'installation d'écrans rigides protégeant partiellement une contre-terrasse	Au m ² et par mois	103,77 €	77,49 €	47,54 €	27,65 €	18,38 €	-

700	Démonstrations aux étagères taxées par tranches de deux mètres linéaires	Par 2m et par jour	14,52 €	14,09 €	14,09 €	11,58 €	11,58 €	-
-----	--	--------------------	---------	---------	---------	---------	---------	---

(1) Dispositifs installés ou maintenus de façon irrégulière